

Benjamin Haddad : « Pour Washington, l'Europe n'est plus prioritaire »

Pour l'analyste de l'Atlantic Council, le nouveau partenariat américano-australien montre que Joe Biden privilégie des objectifs de politique intérieure.



*Les présidents américain et français, Joe Biden et Emmanuel Macron, lors du G7 au Royaume-Uni le 13 juin 2021.
© DOUG MILLS / POOL / AFP*



Propos recueillis par Claire Meynial Publié le 23/09/2021 à 09h00

Depuis que l'Australie a annoncé la rupture du contrat passé avec la France pour des sous-marins, au profit d'un pacte avec les États-Unis et le Royaume-Uni, la crise fait rage. Paris a rappelé ses ambassadeurs à Canberra et Washington et rien ne semble indiquer un apaisement, alors que Joe Biden, lors de son premier discours aux Nations unies mardi, a, en des termes vagues, souligné la nécessité de l'unité entre alliés. Aux États-Unis, les médias commencent à prendre conscience de l'ampleur du différend diplomatique.

Hasard du calendrier, Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur, était de passage à Washington pour des réunions portant sur des partenariats entre l'Union européenne et les États-Unis en matière de vaccination contre le Covid, de nouvelles technologies et de cybersécurité. « Ma visite était prévue depuis des semaines, avec un programme positif, pour approfondir la coopération entre l'Union européenne et les États-Unis, mais quelque chose a changé », a-t-il reconnu d'emblée, avant d'évoquer, « à regret », la nécessité de « mettre en pause et réinitialiser » une « relation transatlantique cassée ». « Pour certains, en Europe, c'est un signal d'alarme », a-t-il ajouté à l'Atlantic Council, où il était reçu pour un débat.

À cette occasion, Benjamin Haddad, le directeur du Centre Europe de l'Atlantic Council, analyse l'attitude américaine dans le dernier rebondissement d'une crise de confiance de plusieurs mois, et invite l'Europe à en tirer les conclusions qui s'imposent.

Le Point : La crise des sous-marins, au début, n'était traitée par les médias américains que sous l'angle financier. La rupture de confiance et l'importance de l'Indo-Pacifique pour la France étaient ignorées. Les Américains comprennent-ils la réaction de la France ?

Benjamin Haddad : Maintenant, ils ont compris. Le rappel de l'ambassadeur a maintenu le sujet dans l'actualité et dans l'esprit des décideurs américains. Au début, ils n'ont vu que la dimension commerciale. Ils ont raté la dimension stratégique – on sabotait un allié européen majeur, présent dans l'Indo-Pacifique, qui mène des opérations de délégation, des patrouilles dans le détroit de Taïwan, qui a les mêmes alliés que l'Australie, etc. – et aussi la dimension politique – le sentiment de trahison légitime à Paris. Ils s'en sont enfin rendu compte. Et avec le rappel de l'ambassadeur, une bataille médiatique a été gagnée : le gouvernement Biden voulait faire de cette annonce un succès pour sa présence dans l'Indo-Pacifique. Mais c'est devenu une crise transatlantique de plus. Après l'Afghanistan et l'interdiction

pour les Européens d'entrer aux États-Unis (la mesure doit bientôt être levée au bout d'un an et demi, NDLR), ça continue d'éroder la confiance.

Comment expliquer la démarche américaine ?

Il y a des éléments structurels – l'Europe est de moins en moins une priorité –, mais aussi conjoncturels. Le département d'État est en sous-effectif, il n'y a pas d'ambassadeur américain à l'Union européenne, à Paris, à Berlin, à l'Otan, il n'y a pas de sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes. Tout cela peut paraître un peu bureaucratique, mais ça compte. Il y a un coordinateur Asie à la Maison-Blanche, mais pas de coordinateur Europe, seulement une directrice Europe. Dans les rapports de force internes, ça joue un rôle. Un article de *The Economist* notait que, selon la Commission d'enquête sur le 11 septembre 2001, seuls 57 % des postes de sécurité nationale à nommer l'avaient été à l'époque. C'était l'une des causes du 11 Septembre, le manque de coordination. Là, on est à 26 %, parce que l'administration a été très lente et parce que maintenant, pour des raisons partisans, le Congrès bloque les nominations. Nous sommes en septembre, cela devient un problème.

La limitation de la circulation depuis l'Europe n'a pas dû aider non plus.

Il ne faut pas être trop généreux avec les États-Unis, parce que, de fait, ils ont menti. La question leur a été posée par des diplomates français qui commençaient à capter des renseignements sur l'Australie et des signaux de réassurance ont été donnés par les Américains. Il y a eu un mensonge, un problème de confiance. Il y a aussi un problème de renseignements pour les Américains, qui n'ont pas été capables de voir les conséquences pour Paris et les autres Européens. On se pose des questions sur cette administration qui avait mis la relation transatlantique au cœur de son message.

C'est aussi un échec pour nos services de renseignements.

Une fois encore, les Français disent avoir capté des signaux, posé la question et fait confiance. D'où le sentiment de trahison. Les Français n'ont pas du tout été les plus naïfs dans cette histoire. Mais les Européens doivent se poser la question des nouvelles priorités de l'administration américaine. C'est la deuxième crise transatlantique en deux mois. Il faut écouter le discours de Joe Biden, à la fin du retrait d'Afghanistan : « Maintenant, on va se concentrer sur les intérêts nationaux vitaux. » J'entends dire que les Américains ne sont plus fiables. Je crois au contraire qu'ils sont assez fiables, dans le sens où ils sont clairs : ils nous disent que nous ne sommes plus prioritaires. Il faut en tirer les conclusions.

Thierry Breton a parlé du sentiment croissant en Europe que la relation transatlantique était « cassée ». Notre perception de la relation avec les États-Unis est-elle naïve depuis longtemps ?

On s'est convaincu que c'étaient des accidents, des parenthèses : Barack Obama avait été élu contre la guerre en Irak, il y avait un repli intérieur, une crise financière, lui-même n'avait pas de culture transatlantique. Ensuite, il y a eu Donald Trump. On a voulu croire que c'était une aberration, on s'est focalisé sur sa personnalité, les scandales, les tweets, l'agressivité. Mais là, on a un président qui connaît l'Europe, qui a une expérience de politique étrangère, avec une équipe qu'on nous a vendue comme la plus transatlantique des 30 dernières années. Il faut passer outre les personnalités et regarder les facteurs structurels. Il y a la focalisation sur l'Asie, mais, surtout, c'est une administration de politique intérieure. Ses priorités sont la lutte contre le Covid, la vaccination, la relance économique, le plan d'infrastructures. Le legs Biden sera là et dans la fin des guerres, le retrait des théâtres militaires, quelles que soient les conséquences pour l'Europe. Les Américains assument plus ouvertement de défendre leur intérêt national, de façon unilatérale, brutale, avec des alliances et coalitions à la carte. On voit depuis 10 ou 15 ans la remise en cause de l'exceptionnalisme, selon lequel les intérêts du monde se confondaient avec les intérêts de l'Amérique.

Les propos de Jean-Yves Le Drian rapprochant l'attitude de Joe Biden de celle de Donald Trump ont-ils choqué ?

Cela met les Américains en état de dissonance cognitive. Ils étaient convaincus d'être accueillis à bras ouverts par l'Europe et qu'un nouveau discours suffisait pour tourner la page. Ils se rendent compte qu'on attend des actes. Quand Antony Blinken dit que la France est un partenaire vital le lendemain de l'annonce d'Aukus, on peut se poser des questions sur le sens des mots. Quand Joe Biden vient en Europe pour un sommet alors qu'à ce moment-là les Européens n'ont pas le droit de se rendre aux

États-Unis pour voir leurs proches ou travailler, il y a une forme de schizophrénie. C'est utile de les mettre face à leurs responsabilités.

La levée de l'interdiction de voyager est-elle un geste d'apaisement en direction de l'Europe ?

Je pense plutôt que le sujet a mis du temps à monter en puissance. Les ambassades ont poussé et des chercheurs ont fait un gros travail. Mais il y a deux mois, c'était impossible d'y intéresser les médias. Ces trois dernières semaines, des journalistes américains m'appelaient, ils trouvaient la situation aberrante. C'est devenu intenable. Il y a aussi eu un déclic psychologique, quand l'Union européenne est passée devant les États-Unis pour le taux de vaccination, cet été. Le fait que les Européens limitent les entrées des Américains aussi. La faute était d'avoir levé les restrictions pour les Américains en espérant la réciprocité.

C'était ce qu'on pouvait attendre d'un allié, sans avoir à jouer le rapport de force.

Il y a toujours une asymétrie dans cette relation. Je suis convaincu, comme Thierry Breton, que si l'on veut sauver la relation transatlantique, il faut que les Européens commencent par s'occuper d'eux, c'est-à-dire qu'ils accroissent leurs capacités militaires, s'unissent, pèsent, et c'est là qu'ils seront vus comme un partenaire important. L'Afghanistan est un bon exemple. Les Britanniques et les Allemands ont été choqués par le manque de coordination et de consultation. Mais les Européens seuls n'étaient même pas capables de conserver l'aéroport de Kaboul.

Certaines réactions dans la presse et les réseaux sociaux donnent l'impression que la francophobie n'est jamais très loin.

En effet, et ce n'est pas limité à la droite trumpiste. Cela fait des années que la France est ciblée, sur les questions de laïcité, d'identité par une partie de la gauche américaine et des médias. La relation franco-américaine est aussi émotive, c'est celle de deux pays associés dans leur Histoire, aux vocations universalistes, qui ont un message, des complexes l'un vis-à-vis de l'autre. Mais le vrai sujet est l'asymétrie du rapport de force et les Européens qui ne comprennent pas qu'il faut peser pour être entendus dans cette relation. Sur les questions de nouvelles technologies, l'Union européenne a émergé comme un acteur de premier plan pour les normes et les régulations. On force les Américains au dialogue et à créer une alliance pour, peut-être, avoir des convergences de standards.

Quelles leçons tirer de cette crise ?

En termes d'image, elle est désastreuse pour le gouvernement de Joe Biden, et ils s'en rendent compte. Certains disent que le président est furieux. Mais, pour nous, au niveau national comme au niveau européen, il faut en tirer des conclusions sur une forme d'impuissance stratégique, pour avancer sur l'autonomie, investir dans notre capacité de défense. C'est une crise de fiabilité américaine, peut-être, une crise de l'Alliance, certainement, mais aussi une crise d'impuissance européenne.